

au cours des cinq dernières années et ce que le gouvernement cherche à faire aujourd'hui. Il cherche à diminuer l'inflation.

La proposition formulée aujourd'hui par les Néo-démocrates défie toute réalité. Nous ne réussissons pas à faire baisser les taux d'intérêt parce quelqu'un dira tout simplement: «Demain, les taux d'intérêt seront bas». Le monde ne marche pas ainsi.

M. Riis: Qui a dit cela?

M. Evans: Nous ne diminuerons pas nos taux d'intérêt par décret. J'entends le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) qui demande: «Qui a dit cela?» Voici ce que dit la motion d'opposition:

... la Chambre demande au gouvernement d'exiger que la Banque du Canada diminue ses taux d'intérêt et en matière...

La motion dit «exiger», faites-le d'un coup de baguette magique, ce n'est pas compliqué! Ce n'est pas si facile. Les députés là-bas dans le coin semblent oublier que la société compte plus d'épargnants que d'emprunteurs. Contrairement à ce qu'ils s'imaginent, ceux qui économisent de l'argent sont plus nombreux que ceux qui en empruntent. Ces députés ne cessent de réclamer qu'on subventionne les emprunteurs. Savent-ils à qui ils demandent de subventionner ces emprunteurs? Aux petites gens qui économisent pour leur retraite, par exemple la dame qui économise lentement, mais sûrement, pour avoir de quoi vivre décemment à sa retraite. Voilà les gens qui subventionneront les emprunteurs.

Dans le monde entier, c'est le marché de l'argent qui fixe les taux d'intérêt.

M. Riis: C'est la Banque du Canada.

M. Evans: J'entends le député de Kamloops-Shuswap mentionner la solution illogique préconisée par ceux qui s'imaginent qu'on peut faire baisser les taux d'intérêt d'un coup de baguette magique.

M. Riis: C'est le gouverneur Bouey qui fixe les taux d'intérêt.

M. Evans: Le gouverneur Bouey ne fixe pas plus les taux d'intérêt que vous ou moi. C'est le marché qui les fixe. Il s'agit des taux que le public exige en échange de ses épargnes. Ce sont les taux d'intérêt exigés par les épargnants qui, au lieu de consommer maintenant, mettent de l'argent de côté pour consommer plus tard.

Le député de La Prairie (M. Deniger) a dit tout à l'heure, je crois, qu'on avait effectué un grand nombre d'études de ce genre. Elles examinaient les rapports entre la croissance de la masse monétaire, l'inflation et les taux d'intérêt. N'importe quel économiste canadien ou étranger pourra vous dire que si la masse monétaire s'accroît plus rapidement que le produit réel de l'économie, cela finit par causer de l'inflation. Les avis sont partagés quant aux effets du ralentissement ou de l'accélération de la croissance de la masse monétaire ou encore de la réduction ou de l'augmentation de l'inflation, mais tous le monde est d'accord là-dessus, si la masse monétaire s'accroît trop rapidement, cela cause de l'inflation et si elle s'accroît lentement, l'inflation est vaincue. On doit seulement se demander combien nous perdrons sur le plan de la production et de l'emploi, en voulant ralentir l'inflation.

Les subsides

Il est indubitable que si nous ralentissons la croissance de la masse monétaire, nous ralentissons du même coup la hausse des prix. Il est indubitable également que si, pendant que nous essayons de ralentir la croissance de la masse monétaire pour supprimer l'inflation, nous nous chargeons de déficits fédéraux de plus en plus lourds et la perte de production et d'emplois sera plus élevée; d'où la logique d'une politique de modération budgétaire en même temps que de modération monétaire. Nous pourrions supprimer l'inflation plus rapidement et moins douloureusement si nous pratiquons la modération aussi bien sur le plan budgétaire que sur le plan monétaire. En d'autres termes, si nous modérons la croissance des dépenses publiques en même temps que nous modérons la croissance de la masse monétaire et du pouvoir d'achat disponible, nous pourrions extirper l'inflation. Voilà la vérité: modération monétaire en même temps que budgétaire.

Le budget qui a été présenté en novembre applique la modération budgétaire comme complément à la modération monétaire. Il faut ralentir l'inflation. Pour réduire l'inflation il faut suivre des politiques responsables, réalistes et applicables. C'est ainsi que nous retrouvons la confiance dans notre économie. Cela veut dire que la confiance se rétablira, ce qui entraînera une reprise des investissements, d'où une croissance économique plus rapide, des taux de productivité plus élevés, des salaires plus élevés et un niveau d'emploi plus élevé. C'est ainsi que le système doit fonctionner. Il faut remonter à partir du début pour pouvoir atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé. Impossible de partir des objectifs en cherchant des politiques de but en blanc, comme celles qui sont proposées par le Nouveau parti démocratique, passer du jour au lendemain d'une situation difficile à la situation désirée d'un simple coup de baguette magique.

Au fond, il est malhonnête envers les Canadiens de faire naître des attentes quotidiennement. Le chef du NPD répète à qui veut l'entendre qu'il a une solution en cinq points. Si nous suivons ces cinq points, nous dit-il, nos problèmes vont disparaître du jour au lendemain. Cela est malhonnête et cruel, parce que cela fait naître des attentes. Les députés néo-démocrates prétendent que s'ils étaient au pouvoir, ils régleraient tous les problèmes—que la vie serait belle de nouveau, que la prospérité serait à nos portes, que l'argent pousserait dans les arbres, que les taux hypothécaires seraient à 2 p. 100. Le NPD ne cesse de nous promettre la lune. Ce sont des contes à dormir debout. Nous avons des problèmes difficiles et des défis économiques difficiles à relever, et pour cela il faut des solutions réalistes et parfois difficiles. Il n'y a rien de gratuit en ce monde et plus le groupe dans le coin là-bas s'en rendra vite compte, plus il sera vite en mesure de s'attaquer à nos véritables problèmes et de nous remettre sur la bonne voie. Telle est la situation.

• (1600)

M. Riis: Vérifiez le budget de la Saskatchewan.

M. Evans: J'entends parler du budget de la Saskatchewan.